

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU VENDREDI 2 OCTOBRE 2020**

- **1) Séances du Conseil Municipal des 10 et 29 juillet 2020** : Approbation des procès-verbaux

**Sur rapport de Madame AROTSTEGUY** : Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver les procès-verbaux des séances des 10 et 29 juillet 2020, joints à la délibération.

### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

- **2) Sentier du Littoral** : Projet d'extension sur la commune de Biarritz

**Sur rapport de Madame DURAND-PURVIS** : Le Département des Pyrénées-Atlantiques est maître d'ouvrage pour l'aménagement et l'entretien des itinéraires de grande randonnée du département.

Parmi eux, il assure actuellement la gestion du sentier du littoral entre Bidart et Hendaye. Le tracé actuel long de 25 km, parcourt successivement les territoires de Bidart, Guéthary, Saint-Jean-de-Luz, Ciboure, Urrugne et Hendaye en restant au plus près que possible du rivage. A la vue de sa fréquentation, sa renommée n'est plus à faire. Il est devenu un véritable produit touristique.

A présent, le Département des Pyrénées-Atlantiques envisage la prolongation de ce sentier à partir du site d'Erretégua à Bidart jusqu'à l'embouchure de l'Adour, en traversant le territoire des communes de Biarritz et d'Anglet. Ce projet d'extension est motivé par une volonté de renforcer l'attractivité touristique de ce sentier, en offrant un parcours complet sur l'ensemble du littoral des Pyrénées-Atlantiques.

Le territoire de la commune de Biarritz est traversé par ce nouvel itinéraire en empruntant les voies communales et espaces publics suivantes :

- L'avenue du Général Mac Croskey ;
- Le quartier de La pointe Saint-Martin (le phare) : la rue d'Haitzart, l'esplanade Elisabeth II, la promenade de l'avenue de l'Impératrice ;
- Descente de l'Océan (escalier menant à la plage Miramar) ;
- L'allée Winston Churchill (plage Miramar) ;
- Le quai de la Grande plage ;
- Le boulevard du Général De Gaulle ;
- L'allée du Port des pêcheurs ;
- Boulevard du Maréchal Leclerc ;
- Le plateau de l'Atalaye (sentiers et escaliers) ;
- L'esplanade des anciens combattants (Musée de la Mer) ;
- L'esplanade de la Vierge et l'esplanade du Port Vieux (plage du Port Vieux) ;
- Le boulevard du Prince de Galles ;
- Sentiers et escaliers (plage de la côte des Basques) ;
- L'avenue Notre Dame ;

- Rue de l'Hermitage ;
- Rue de Madrid ;
- Allées du parking de la plage Milady ;
- Promenade en front de mer (plage Milady).

Le Département envisage de déposer auprès de la Fédération française de randonnée pédestre (F.F.R.P.) une demande d'homologation en G.R.® de ce nouveau tracé.

Il a été proposé de donner un avis favorable à ce nouveau tracé et :

- d'autoriser le Département des Pyrénées-Atlantiques à faire homologuer cet itinéraire en G.R.® auprès de la F.F.R.P. ;
- d'autoriser le Département des Pyrénées-Atlantiques à aménager cet itinéraire conformément aux normes de balisage de la F.F.R.P. ainsi qu'à la charte départementale de signalétique ;
- d'autoriser le Département des Pyrénées-Atlantiques à effectuer durant les prochaines années l'entretien de la signalétique et du balisage de cet itinéraire pour la pratique de la randonnée pédestre.

### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

- **3) Droit à la formation des élus** : détermination des orientations et des crédits ouverts

**Sur rapport de Madame PINATEL** : Les articles L2123-12 à 16 du Code général des collectivités territoriales réglementent le droit à la formation des membres des conseils municipaux.

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Les membres du conseil municipal ont un droit à suivre des formations adaptées à l'exercice de leur mandat local qui doivent leur permettre d'acquérir des connaissances et des compétences directement liées à l'exercice de leur mandat. Elles doivent être dispensées par des organismes de formation agréés par le Ministère de l'Intérieur.

Les demandes sont transmises à Madame le Maire pour validation et arbitrage si nécessaire, compte tenu des crédits disponibles.

Un tableau récapitulatif des actions menées est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Conseil municipal.

La durée du congé de formation auquel ont droit les élus lorsqu'ils exercent une activité professionnelle est fixée à 18 jours par élu pour la durée du mandat, quel que soit le nombre de mandats détenus. Les membres du conseil municipal titulaires d'une

délégation sont amenés à suivre une formation au cours de leur première année de mandat, conformément aux dispositions de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019.

Ce droit est renouvelable en cas de réélection.

Les pertes de revenus subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à formation sont compensées par la commune dans la limite de 18 jours par élu pour la durée du mandat. Le montant par heure de cette compensation est plafonné à une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance.

Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement et sont subordonnés à la production de justificatifs des dépenses réellement engagées.

Le montant total des crédits pouvant être votés pour la prise en charge des frais de formation est plafonné à 20% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune (majorations comprises).

En outre, depuis la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice du mandat des élus locaux, les élus bénéficient d'un droit individuel à la formation (DIF) d'une durée de 20 heures par an. Il a pour objectif d'améliorer leur formation, tant dans le cadre de l'exercice du mandat qu'en vue d'une réinsertion professionnelle à l'issue de celui-ci. Il est financé par une cotisation obligatoire dont le taux est fixé à 1%, due par les élus sur leurs indemnités de fonction. Ces heures acquises sont mobilisables auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations qui en a la gestion administrative, technique et financière.

Il a été proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver les modalités décrites ci-dessus concernant l'exercice du droit à la formation de ses membres.
- de fixer à 15 000€ les crédits ouverts au titre de la formation pour l'année 2020.
- d'autoriser Madame le Maire à engager ces crédits inscrits au budget de la collectivité.

### **ADOpte**

\*\*\*\*

- **4) Police Municipale** : décision de création de 3 postes

**Sur rapport de Madame PINATEL** : Les nouvelles dispositions édictées par la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relatives au renforcement des pouvoirs de police du maire et les missions confiées au service de la Police municipale nécessitent une augmentation des effectifs du service pour une présence accrue dans les quartiers et donc une meilleure proximité avec les habitants.

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la création de 3 postes d'agents de police municipale à temps complet sur le grade de gardien-brigadier et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

### **ADOpte**

**Mme BRAO et M. MORIN S'ABSTIENNENT**

\*\*\*\*\*

- **5) Hôtel du Palais/ Socomix** : Décision de cession d'actions à la Caisse des Dépôts et Consignations

**Sur rapport de Madame AROSTEGUY** : Le 19 décembre 2019, le Conseil Municipal a décidé l'acquisition, par la Ville, de 9 614 actions de la SOCOMIX détenues par la Compagnie Financière du Louvre (C.F.L.) moyennant un prix global de 1 750 000 €. En parallèle la société DF COLLECTION, filiale de JCDECAUX HOLDING, s'est portée acquéreur de 9 614 actions pour le même montant.

A la suite de ces opérations, le capital social de la Société était réparti comme suit :

Actionnaire	Nombre d'actions	Quote-Part du capital
<b>COLLEGE PUBLIC</b>		
Ville de Biarritz	136.960	58,54%
Ville de Bayonne	1.325	0,57%
<b>COLLEGE PRIVE</b>		
DF Collection	87.992	37,61%
Autres actionnaires privés	7.686	3,29%
<b>TOTAL</b>	<b>233.963</b>	<b>100%</b>

Au cours des débats qui ont accompagné ce dossier il a été évoqué à plusieurs reprises la volonté de la Caisse des Dépôts et Consignations d'entrer au capital de la SOCOMIX afin d'accompagner le projet de rénovation d'un Hôtel emblématique de la Nouvelle Aquitaine. Le comité d'engagement de la Caisse des Dépôts et Consignations s'est prononcé favorablement au rachat d'un tiers des actions cédées par la Compagnie Financière du Louvre.

Cette future entrée au capital de la SOCOMIX, engendre une recomposition du capital social de la SOCOMIX ce qui a conduit les actionnaires concernés à préparer ensemble un nouveau pacte d'actionnaires dont l'objet est de déterminer les règles particulières devant s'appliquer entre eux sur leurs relations réciproques en tant qu'actionnaires de la SEM et sur les conditions qu'elles entendent respecter en termes notamment de gouvernance et de cession de tout ou partie de leur participation dans la capital de la Société.

Les règles internes à la Caisse des Dépôts et Consignations lui imposent la signature d'un contrat d'acquisition et de cession d'actions qui a été travaillé entre la CDC et la Ville de Biarritz dans le cas présent du rachat des 3204 actions de la Ville de Biarritz.

Il a été proposé au Conseil Municipal :

- De décider la cession par la ville de Biarritz à la Caisse des Dépôts et Consignations de 3.204 actions de la SOCOMIX représentant un virgule trente-sept pour cent (1,37 %) du capital et des droits de vote de la SOCOMIX pour un montant

de six cent quinze mille cent soixante-huit euros (615.168 €), soit un prix par Action SOCOMIX de cent quatre-vingt-douze (192 €),

- D'adopter le nouveau pacte d'actionnaires, dont le projet est joint à la présente délibération, qui réunira la Ville de Biarritz, JCDECAUX Holding, DF Collection et la Caisse des Dépôts et Consignations,
- D'autoriser les représentants de la Ville de Biarritz au Conseil d'Administration de la SOCOMIX d'agréer la Caisse des Dépôts et Consignations en qualité de nouvel actionnaire et d'agréer la cession de 3.204 actions appartenant à DFCollection au bénéfice de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- D'autoriser Monsieur CHAZOUILLERES à signer le pacte d'actionnaires et à accomplir toutes les formalités nécessaires à son exécution,
- D'approuver le contrat d'acquisition et de cessions d'actions entre la Ville de Biarritz et la Caisse des Dépôts et Consignations, dont le projet est joint à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur CHAZOUILLERES à signer le contrat d'acquisition et de cessions d'actions et à accomplir toutes les formalités nécessaires à son exécution

**ADOpte**

**Mme MOTSCH, M. CARRERE, Mme BRAO et M. MORIN votent contre**

\*\*\*\*\*

- **6) Socomix Hôtel du Palais** : Apport en compte courant d'actionnaires

**Sur rapport de Madame AROSTEGUY** : Le Conseil d'administration de la SOCOMIX s'est réuni le 30 septembre 2020 à son siège social en vue de délibérer notamment sur l'attribution par la Ville de Biarritz à la SOCOMIX d'une avance en compte courant.

Il est rappelé que la SOCOMIX a lancé en 2018 un programme de travaux de rénovation de l'Hôtel du Palais et que ces travaux ont été jusqu'à présent financés par un contrat de crédit bancaire souscrit par la SOCOMIX et par des fonds mis à disposition de la SOCOMIX par ses actionnaires directs et indirects sous forme d'apport en capital et d'avance en compte courant.

Les travaux de l'Hôtel du Palais nécessitent un financement complémentaire, ce point a été présenté au Conseil d'Administration de la SOCOMIX du 30 septembre 2020 par M CHAZOUILLERES représentant de la Collectivité. Ce rapport de la collectivité au CA est présenté au Conseil Municipal, le projet vous a été envoyé en pièce jointe à la présente délibération et le document définitif déposé sur votre table ce jour.

A la vue de ce rapport il est envisagé que la Ville de Biarritz réponde à ce besoin de financement complémentaire en consentant à la SOCOMIX une avance en compte courant d'un montant de 2,4 millions d'euros. Ce montant correspond à une quote-part des

travaux nécessaires dont le financement serait également assuré par la mise à disposition de fonds par deux actionnaires de la SOCOMIX :

- 4 millions d'euros en apport en compte courant d'associés par JCDH,
- 1,3 millions d'euros en apport en compte courant d'associés par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'ensemble des conditions de mise en œuvre de ce Compte Courant d'Associés est décrit dans le projet de convention envoyé avec la présente note de synthèse.

La durée de l'avance en compte courant serait de deux ans, renouvelable une fois pour une durée supplémentaire de deux ans. Cette durée limitée est conforme aux prescriptions légales et se justifie par la durée des travaux restants.

L'avance en compte courant serait rémunérée par un intérêt annuel au taux de 7,5% payable jusqu'au terme qui est en ligne avec la rémunération des avances en compte courant consenties par les autres actionnaires directs et indirects de la SOCOMIX depuis le début du projet de rénovation de l'Hôtel du Palais.

En comparaison avec un crédit bancaire, la solution de l'avance en compte courant offre de la flexibilité à la SOCOMIX, notamment au regard de la possibilité pour la SOCOMIX de capitaliser les intérêts dus au titre de l'avance consentie et donc d'alléger ses charges financières en cas de nécessité.

L'avance en compte courant serait remboursable à son terme (tel que renouvelé, le cas échéant), étant précisé que cette avance en compte courant pourrait autrement être transformée en capital.

Après avoir pris connaissance et pris acte du rapport du représentant de la collectivité au Conseil d'Administration de la SOCOMIX du 30 septembre 2020, et de la délibération correspondante du 30 septembre 2020, il a été demandé au Conseil Municipal :

- De bien vouloir autoriser la Ville de Biarritz à consentir à la SOCOMIX une avance en compte courant de 2,4 millions d'euros selon les conditions figurant à la convention jointe en annexe,
- D'approuver la convention de compte courant dont le projet a été envoyé avec la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur CHAZOUILLERES à signer ladite convention et à accomplir toutes les formalités nécessaires à son exécution.

**ADOPTE**  
**Mme BRAO, M. MORIN, M. BARUCQ, Mme MOTSCH et M. CARRERE**  
**votent contre**

\*\*\*\*\*

- **7) E.P.I.C BIARRITZ TOURISME** : Comptes 2019 et Budget 2020 – Approbation

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES** : Selon les textes législatifs en matière d'organisation d'offices de tourisme municipaux, les article R 133-15 et R 133-16 du Code du Tourisme prévoient que le budget de l'exercice et le compte financier de l'exercice écoulé de l'Office Municipal, délibérés préalablement par le Comité de Direction, doivent être soumis chaque année à l'approbation du Conseil Municipal.

En application de ces dispositions, le Comité de Direction de Biarritz Tourisme a arrêté, au cours de sa séance du **18 février 2020**, le budget primitif de l'Office Municipal pour l'exercice **2020**.

Depuis cette date, la survenance de la crise sanitaire majeure liée au COVID 19, a entraîné un blocage de l'activité économique et une mise en confinement depuis le 16 mars 2020 jusqu'au 11 mai 2020 date de la première phase de déconfinement.

Pour autant, hormis la reprise de l'accueil et de l'information touristique, toutes les activités de tourisme d'affaires et de locations des espaces publics sont restées interrompues pour l'EPIC Biarritz Tourisme sur les premières semaines qui ont suivi et les mesures gouvernementales successives concernant les rassemblements en sites clos ont inévitablement fortement impacté défavorablement les activités de Biarritz Tourisme.

Dans ces conditions, son comité de direction s'est réuni le **02/06/2020** pour délibérer sur le compte financier de l'exercice 2019 soumis ensuite à votre approbation et examiner une première révision de la prévision budgétaire 2020.

Compte-tenu de la poursuite des répercussions de cette crise sur l'activité de Biarritz Tourisme depuis le mois de juin, le Comité de Direction a adopté lors de sa dernière séance du **17/09/2020**, une nouvelle révision de son budget par une décision modificative de crédits n°1 intégrant les conséquences financières directes et indirectes de cette pandémie sur le fonctionnement de l'EPIC Biarritz Tourisme.

Avant de procéder à l'examen du budget **2020**, il convient d'examiner le compte financier présenté de l'Epic Biarritz Tourisme pour l'exercice 2019 et joint à la délibération. **A noter, les comptes de Biarritz Tourisme sont consolidés avec ceux de l'association Biarritz Evènement intégrée à l'EPIC à compter du 01/04/2019, expliquant les principales augmentations observées entre les exercices 2018 et 2019.** Les comptes 2019 se clôturent ainsi comme suit :

**Au titre de la section d'exploitation :**

Au cours de l'exercice 2019, à partir de l'état d'exécution budgétaire, l'EPIC Biarritz Tourisme a réalisé un chiffre d'affaires commercial et produits d'activités annexes d'un montant de **3 963 453 €** pour un chiffre d'affaires prévisionnel inscrit au budget de 3 907 746 €.

Si l'on compare le chiffre d'affaires 2019 d'un montant de 3 963 453 € avec celui lié à l'activité de 2018, soit 3 146 981 €, le volume de l'activité 2019 est en progression de 20.60 %.

Biarritz est et reste la porte d'entrée ou la base d'un séjour dans le Pays Basque.

Le nombre de manifestations qui se sont déroulées dans les quatre équipements publics gérés par Biarritz Tourisme s'est élevé à 286 en 2019, contre 276 en 2018.

#### **Pour les équipements Espace Bellevue, Casino Municipal et Gare du Midi**

**Le nombre de manifestations se porte à 259 en 2019, contre 254 en 2018, se décomposant comme suit :**

- 93 manifestations à destination du tourisme d'affaires contre 98 en 2018
- 135 manifestations publiques contre 131 en 2018
- 31 manifestations privées contre 25 en 2018

**Le nombre de jours d'exploitation des salles s'élève à 599 en 2019, contre 601 en 2018, détaillé comme suit :**

- Tourisme d'affaires : 206 jours pour 192 en 2018.
- Manifestations publiques : 347 jours pour 374 en 2018
- Manifestations privées : 46 jours pour 35 en 2018.

**Le nombre total des participants à ces manifestations s'élève à 207 779 en 2019 contre 182 101 en 2018 dont :**

- 180 091 participants aux manifestations publiques et privées pour 153 906 en 2018
- 27 688 participants au tourisme d'affaires pour 28 195 en 2018.

Le nombre de nuitées générées par le tourisme d'affaires est évalué à 62 575 en 2019 pour 54 980 en 2018.

**Ainsi en 2019 pour ces trois équipements, si Biarritz a reçu moins de manifestations de tourisme d'affaires et légèrement moins de congressistes par rapport à 2018, en revanche que le nombre de nuitées générées a augmenté.**

#### **Pour la Halle d'Iraty,**

En 2019, 27 manifestations ont été organisées, dont 4 à destination du tourisme d'affaires (6 en 2018), 17 publiques (13 en 2018) et 6 privées (3 en 2018). Elles ont permis de recevoir près de 74 000 visiteurs ou participants, contre près de 106 000 en 2018, sur 85 jours d'exploitation contre 60 en 2017.

**Malgré une baisse d'activité sur l'année 2019 cet outil confirme son importance en matière de développement économique.**

**Au titre du chapitre des subventions d'exploitation,** le montant des recettes s'élève à **2 754 283 €**, contre 2 121 867 € en 2018, soit une augmentation de 30%. Celle versée par la Ville de Biarritz est d'un montant de 2 064 000 € en 2019 comme en 2018 pour l'activité traditionnelle de Biarritz Tourisme, complétée de la somme de 668 283 € suite à l'intégration de l'activité de Biarritz Evénement.



**Au total, le montant des recettes d'exploitation 2019, après prise en compte des produits exceptionnels et des transferts de charges, s'élève à la somme de 6 733 338 € contre de 5 340 306 € en 2018, soit une hausse de 26%.**

**En ce qui concerne les dépenses de la section d'exploitation réalisées en 2019, leur montant global s'élève à 6 582 954 € contre 5 332 449 € en 2018 soit une augmentation de 23%.**

**Au titre du chapitre des charges à caractère général,** le montant des dépenses s'élève à 3 489 102 € en 2019, contre 2 658 454 € en 2018, soit une hausse de 31%.

**Au titre des charges de personnel,** le total des dépenses est d'un montant de 2 884 561 € en 2019, contre 2 492 151 € en 2018, soit une augmentation de 16%.

**Au total, la section d'exploitation pour les opérations réalisées en 2019, se clôture par un excédent de 150 384 €.**

**Après prise en compte de l'excédent reporté de 16 565 €, le montant de l'excédent net de clôture 2019 s'élève à 166 949 €.**

**Au 31 décembre 2019, le montant des capitaux propres inscrits au passif du bilan 2019 s'élève à 668 545 €, contre 518 160 € en 2018.**

**Au titre de la section d'investissement :**

Les dépenses d'investissement représentent un montant de 709 551 € et concernent essentiellement les travaux de rénovation de l'accueil de Javalquinto pour 401 069 €, à l'acquisition de postes informatiques, bureaux et autres équipements à hauteur de 42 350 €. Les autres principaux investissements ont trait aux travaux d'amélioration de l'accueil pour le G7 au Casino municipal ainsi qu'à la Gare du Midi et d'amélioration des accès Wifi et autres travaux pour 133 688 €, à l'acquisition d'équipements pour le service Événement pour 51 924 €. A noter, les investissements nécessaires à la tenue du G7 (Casino et Bellevue) ont été pris en charge par le Ministère des Affaires Etrangères.

Le montant des recettes réalisées en 2019 s'élève à 631 022 €, comptabilisant des emprunts et dettes assimilées pour 445 911 € et des dotations aux amortissements à hauteur de 185 111 €.

Après prise en compte l'excédent reporté de l'exercice antérieur de 74 389 €, la section d'investissement se clôture par un déficit cumulé de -4 139 €.

**L'état d'exécution budgétaire 2019 se décompose donc comme suit :**

<b><u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u></b>		<b><u>SECTION D'EXPLOITATION</u></b>	
<b><u>Recettes</u></b>		<b><u>Recettes</u></b>	
- Montant des recettes réalisées 2019	631 022 €	- Montant des recettes réalisées 2019	6 733 338 €
<b><u>Dépenses</u></b>		<b><u>Dépenses</u></b>	
- Montant des dépenses réalisées 2019	709 551 € _____	- Montant des dépenses réalisées 2019	6 582 954 € _____

- Résultat de clôture 2019 (déficit)	-78 529 €	- Résultat de clôture 2019 (excédent)	150 984 €
- Excédent exercice antérieur reporté	74 389 €	- Résultat de clôture 2019 reporté (excédent)	16 565 €
	<hr/>		<hr/>
- Résultat global de clôture 2019 (déficit)	-4 140 €	- Résultat global de clôture 2019 (excédent)	166 949 €

Conformément à l'article R 2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Comité de Direction de l'Office Municipal a décidé que le résultat cumulé de la section d'exploitation, après reprise du résultat de l'exercice antérieur, soit un excédent de 166 949 €, sera reporté au budget 2020 au compte 002 de la section d'investissement à hauteur de 4 140 € et en report à nouveau au compte 001 de la section de fonctionnement pour 162 809 €.

D'autre part, le déficit cumulé de clôture de la section d'investissement 2019, d'un montant de -4 140 € sera reporté au compte 001, au budget 2020.

## **ANALYSE DU BUDGET PREVISIONNEL 2020**

Pour une meilleure lecture du rapport, les données chiffrées de 2020 sont comparées à celles du **compte financier 2019** de Biarritz Tourisme consolidées avec celles de l'association Biarritz Evènement intégrée à l'EPIC à compter du 01/04/2019.

### **I. En ce qui concerne la section d'exploitation :**

Suite à la **décision modificative de crédit n°1** diminuant le volume des recettes et des dépenses pour un montant de **-1 249 846 €**, le **budget 2020** s'équilibre en recettes et dépenses à la somme de **5 239 293 €**.

Le montant total des recettes de la section d'exploitation du budget primitif **2020** s'élevait à la somme de **6 489 138 €** contre **6 733 339 €** en **2019**. Après prise en compte de la décision modificative n°1, celui-ci est ramené au montant de **5 076 483 €** pour **2020**, soit une baisse de **-1 412 655 € (-22%)** par rapport au budget primitif 2020 et de **-1 656 856 € (-25%)** comparativement au réalisé 2019.

Le chapitre des ventes et prestations, comprenant le chiffre d'affaires, la refacturation de prestations de services et les produits d'activités annexes, était évaluée à **3 682 486 €** au budget primitif **2020** contre **3 963 454 €** en **2019**. Suite à la décision modificative n°1, il est ramené à **2 010 717 €** pour **2020**, soit une diminution de **-1 671 769 € (-45%)** relativement au budget primitif 2020 et de **-1 952 737 € (-49%)** par rapport au réalisé 2019.

Les subventions d'exploitation inscrites au budget primitif **2020** pour la somme de **2 796 867 €** contre **2 754 283 €** en **2019**, sont maintenues au même niveau dans la décision modificative n°1, leur montant s'élevant à **2 796 000 €** pour **2020**. Elles sont ainsi en augmentation de **41 717 € (+1.55%)** par rapport à 2019 et comprennent :

- la subvention de la Ville à hauteur de **2 710 000€** pour le financement des activités de service public touristique à caractère administratif ;
- la subvention de la Ville à hauteur de **64 000 €**, du même niveau qu'en 2019, pour prise en charge des sujétions tarifaires et contraintes de service public en matière de programmation culturelle ;
- les subventions venant d'autres organismes pour un montant de **22 000 €**,

L'excédent reporté de **2019** d'un montant de **162 810 €** porte le montant total des recettes de fonctionnement à la somme de **5 239 293 €**.

D'autre part, les dépenses de la section d'exploitation s'élevaient à **6 489 138 €** au budget primitif **2020**, contre **6 587 093 €** en **2019**. Suite à la décision modificative n°1, elles sont ramenées à **5 239 293 €** pour **2020**, soit une diminution de **-1 249 846 € (-19%)** par rapport au budget primitif 2020 et de **-1 347 801 € (-20%)** comparativement à 2019.

Les charges à caractère général (011) représentaient un total de **3 286 014 €** au budget primitif **2020**, contre **3 489 102 €** au réalisé de **2019**. Après prise compte de la décision modificative n°1, elles sont revues à la baisse à la somme de **2 420 716 €**, soit une baisse de **-865 298 € (-26%)** par rapport au budget primitif 2020 et de **-1 068 386 € (-31%)** comparativement au réalisé 2019.

Les charges de personnel (012) s'élevaient au montant de **2 935 771 €** au budget primitif en **2020**, contre **2 884 561€** en **2019**. Suite à la décision modificative n°1, elles sont ramenées à **2 552 364 €**, en baisse de **-383 407 € (-13%)** par rapport au budget primitif 2020 et de **-332 197 € (-11%)** eu égard le réalisé 2019.

Les autres charges de gestion courante (65) était d'un montant de **8 500 €** au budget primitif **2020**, contre **13 627 €** en **2019** et correspondent essentiellement aux redevances liées à l'activité évènement (SACEM...). Suite à la décision modificative n°1, elles sont ramenées à **3 500 €** pour 2020, soit une diminution de **-5 000 € (-59%)** par rapport au budget primitif et de **-10 127 € (-74%)** comparativement au réalisé 2019.

Les dotations aux amortissements (042) inscrites au budget primitif **2020** étaient de **204 036 €**, contre **185 111 €** en **2019**. Après l'adoption de la décision modificative n°1, celles-ci s'élèvent à **205 840 €**, en augmentation de **+1 804 € (+1%)** par rapport au budget primitif 2020 et de **+20 729 € (+11%)** comparativement au réalisé 2019.

La dotation aux provisions pour clients douteux (68) demeure inchangée tant par rapport au budget primitif 2020 que comparativement au réalisé 2019, s'élevant au montant de **7 854 €**.

Les charges financières (66) demeurent inchangées à la somme de **6 000 €** au prévisionnel de **2020** contre **2 246 €** au réalisé **2019**, soit une augmentation de **+3 754 € (91%)** entre les deux derniers exercices.

Le virement de **40 964€** (023) en section d'investissement prévu initialement au budget primitif 2020 est ajusté au montant de **43 019 €** pour 2020 suite à la décision modificative n°1, contre **4 140 €** au réalisé de 2019, soit une progression de **+2 055 € (+5%)** par rapport au budget primitif 2020 et **+ 38 879 €** comparativement au réalisé 2019.

## **II. En ce qui concerne la section d'investissement :**

Les dépenses prévisionnelles d'investissement après adoption de la décision modificative n°1 s'élèvent à la somme de **248 859 €**, contre **245 000 €** au budget primitif **2020**, soit une augmentation de **+3 859 €** (1.6%).

Elles comprennent principalement les travaux de l'Office et des investissements courants à hauteur de **209 259 €**, et le remboursement en capital d'emprunt pour **39 600 €**.

Après prise en compte du déficit d'investissement 2019 reporté de **4 140 €**, le total des dépenses 2020 s'élève à **252 999 €**.

Pour couvrir ces investissements, les recettes prévisionnelles suite à la décision modificative n°1 s'élèvent à la somme équivalente de **252 999 €** et sont composées de l'excédent de fonctionnement capitalisé à hauteur de **4 140 €**, de la dotation aux amortissements des immobilisations pour **205 840 €** et du virement prévisionnel de la section de fonctionnement de **43 019€**.

\*\*\*\*\*

**En conséquence et après examen du compte financier de l'exercice 2019 et du budget prévisionnel 2020, il a été demandé au Conseil Municipal, conformément aux dispositions des articles R 133-15 et R 133-16 du Code du Tourisme, d'approuver le compte financier 2019 et le budget 2020 tels que présentés, joints à la délibération.**

**ADOpte**  
**M. MORIN et M. BRAO S'ABSTIENNENT**

\*\*\*\*\*

- **8) EPIC Biarritz Tourisme : Décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'évènements d'intérêt général pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2020**

**Sur rapport de Monsieur TARDITS** : Dans le cadre de la politique d'animation locale et touristique mise en œuvre par la Ville de BIARRITZ, le Conseil Municipal est invité, chaque trimestre, à décider de la prise en charge, totale ou partielle, des frais de location des salles publiques suivantes : Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty.

Ces frais de location sont facturés par l'EPIC BIARRITZ TOURISME aux associations qui organisent des manifestations publiques, dont l'objet et la dimension, sur le plan social, culturel, sportif ou touristique, contribuent à l'animation locale ou au rayonnement de la ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations, dont la décision d'attribution relève du Conseil Municipal.

Selon ce principe, les frais de location de salles publiques sont prélevés sur les crédits inscrits chaque année au budget primitif, au chapitre 011, article 6132.

Au cours des mois d'avril à septembre 2020, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge de ces frais de location à la Ville de BIARRITZ.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répondent bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la liste jointe à la délibération, pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2020, des manifestations organisées par des associations locales ou services publics, pour lesquelles la Ville de BIARRITZ prendra en charge les frais de location, qui seront, après facturation, réglés à BIARRITZ TOURISME, conformément à l'article 9-1 du contrat d'affermage du 18 janvier 2006 et prélevés sur les crédits inscrits au budget annexe 2020, article 6132.

En application de l'article L2313-1, alinéa 2 du CGCT, la liste des concours attribués à ces associations sous forme de prestations en nature, sera annexée aux documents budgétaires.

### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

- **9) Bon d'achat solidaire** : Décision d'attribution d'un bon d'achat d'une valeur de 50 euros

**Sur rapport de Madame GRAVÉ** : Suite à la rentrée scolaire 2020/2021 qui a eu lieu début septembre pour l'ensemble des enfants scolarisés à Biarritz, la Ville de Biarritz, avec l'aide de ses services des Finances et des Affaires Scolaires a décidé la mise en place d'une mesure de soutien aux familles d'enfants scolarisés et domiciliés sur Biarritz.

Il s'agit d'un bon d'achat accordé sans condition de ressources à tous les enfants scolarisés et domiciliés à Biarritz, de la toute petite section à 16 ans (âge de la fin de la scolarité obligatoire).

Un seul bon est attribué par enfant. Il est utilisable dans les commerces biarrots et associations sportives et culturelles.

Plus précisément, les familles devront vérifier leur éligibilité au bon de rentrée en envoyant des pièces justificatives grâce à un formulaire disponible sur le site [bonsolidaire-biarritz.fr](http://bonsolidaire-biarritz.fr).

Le remboursement pourra avoir lieu jusqu'au 15 décembre 2020, dernier délai.

Les familles verront ensuite leur compte bancaire crédité au moyen d'un virement administratif de 50 € maximum grâce à un formulaire dédié sur la même plateforme en envoyant un RIB et une copie de la facture d'achat.

A cet effet, des flyers de la communication détaillent le dispositif et sont distribués dans les cartables des enfants.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir valider le principe de la mise en place de ce bon d'achat solidaire d'une valeur de 50 € par enfant.

## **ADOpte**

\*\*\*\*\*

### **- 10) Décision modificative de crédits n°1**

**Sur rapport de Monsieur CHAZOUILERES** : Examinée par la commission des finances qui s'est réunie le 29/09/2020, la décision modificative de crédits n°1 se présente comme suit :

#### **I. BUDGET PRINCIPAL**

	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	2 104 534.00	2 104 534.00
FONCTIONNEMENT	20 000.00	20 000.00
TOTAL	2 124 534.00	2 124 534.00

#### **A. FONCTIONNEMENT**

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **20 000.00 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

##### **En dépenses**

➤ **Chapitre 011 Charges à caractère général** **338 618.00€**

Dont transfert pour les travaux en régie	120 417.00€
Prestations extérieures	111 201.00€
Travaux d'élague	8 000.00€
Cotisations municipales	50 000.00€
Frais d'honoraires	30 000.00€
Locations de matériels	19 000.00€

➤ **Chapitre 012 Frais de personnel** **675.00€**

Rémunération personnel extérieur	675.00€
----------------------------------	---------

➤ **Chapitre 014 Atténuations de produits** **26 173.00€**

Reversement SETB / produit des jeux saison 2018 / 2019 26 173.00€

➤ **Chapitre 023 Virement prévisionnel** **345 466.00€**

### **En recettes**

- **Chapitre 74 Dotations et participations** **20 000.00€**

Subvention nouvelle Région Aquitaine pour  
le projet Lili Alix Wonderlands au département image  
de la médiathèque 20 000.00€

### **B. EN INVESTISSEMENT**

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **2 104 534.00 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

### **En dépenses**

- **Chapitre 23 Immobilisations en cours** **-353 364.72€**

Dont transfert pour les travaux en régie -120 417.00€  
Réduction crédits de travaux -232 947.72€

- **Chapitre 13 Subvention d'investissement** **7 898.72€**

Reversement solde subvention Feder LIFE LEMA 7 898.72€

- **Chapitre 27 Autres immobilisations financières** **2 400 000.00€**

Apport en compte courant (SOCOMIX) 2 400 000.00€

- **Chapitre 041 Opérations patrimoniales** **50 000.00€**

Avance forfaitaire pour travaux (écriture d'ordre) 50 000.00€

### **En recettes**

- **Chapitre 16 Emprunts et dettes** **1 750 000.00€**

- **Chapitre 024 Produits des cessions d'immobilisations** **650 000.00€**

Cession d'actions (SOCOMIX) à la Banque des Territoires 650 000.00€

- **Chapitre 021 Virement prévisionnel** **345 466.00€**

- **Chapitre 041 Opérations patrimoniales** **50 000.00€**

Avance forfaitaire pour travaux (écriture d'ordre) 50 000.00€

## II. BUDGET ANNEXE SPIC TVA

	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	595 829.00€	595 829.00€
FONCTIONNEMENT	87.08€	87.08€
TOTAL	595 916.08€	595 916.08€

### En FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **87.08 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

#### En dépenses

- **Chapitre 022 Dépenses imprévues** **87.08€**

#### En recettes

- **Chapitre 002 résultat de fonctionnement reporté** **87.08€**

### EN INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **595 829.00 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

#### En dépenses

- **Chapitre 16 Emprunts et dettes** **595 829.00€**

Renégociation emprunts Crédit agricole 595 829.00€

#### En recettes

- **Chapitre 16 Emprunts et dettes** **595 829.00€**

Renégociation emprunts Crédit agricole 595 829.00€

En conséquence, après vous avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation de cette décision modificative de crédits n°1, il a été demandé au Conseil Municipal de



bien vouloir adopter celle-ci dans les conditions prévues à l'article L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Il a été proposé au Conseil Municipal de voter cette décision modificative de crédits chapitre par chapitre :

### **Budget principal**

#### **Fonctionnement**

##### Dépenses

		<b>Proposition</b>	<b>Vote</b>
011	Charges à caractère général	338 618.00	ADOPTÉ
012	Charges à caractère général	675.00	ADOPTÉ
014	Atténuations de produits	26 173.00	ADOPTÉ
023	Virement prévisionnel	-345 466.00	ADOPTÉ
TOTAL		20 000.00	ADOPTÉ

##### Recettes

		<b>Proposition</b>	<b>Vote</b>
74	Dotations participations	20 000.00	ADOPTÉ
TOTAL		20 000.00	ADOPTÉ

#### **Investissement**

##### Dépenses

		<b>Proposition</b>	<b>Vote</b>
20	Immobilisations en cours	-353 364.72	ADOPTÉ
13	Subventions d'investissement	7 898.72	ADOPTÉ
27	Autres immobilisations	2 400 000.00	ADOPTÉ

	financières		
041	Opérations patrimoniales	50 000.00	ADOPTÉ
TOTAL		2 104 534.00	ADOPTÉ

#### Recettes

		Proposition	Vote
16	Emprunts et dettes	1 750 000.00	ADOPTÉ
024	Produits de cession	650 000.00	ADOPTÉ
021	Virement prévisionnel	-345 466.00	ADOPTÉ
041	Opérations patrimoniales	50 000.00	ADOPTÉ
TOTAL		2 104 534.00	ADOPTÉ

### **Budget annexe SPIC TVA**

#### **Fonctionnement**

##### Dépenses

		Proposition	Vote
022	Dépenses imprévues	87.08	ADOPTÉ
TOTAL		87.08	ADOPTÉ

##### Recettes

		Proposition	Vote
002	Résultat de fonctionnement reporté	87.08	ADOPTÉ
TOTAL		87.08	ADOPTÉ

#### **Investissement**

##### Dépenses

		Proposition	Vote
16	Emprunts et dettes	595 829.00	ADOPTÉ
TOTAL		595 829.00	ADOPTÉ

#### Recettes

		Proposition	Vote
16	Emprunts et dettes	595 829.00	ADOPTÉ
TOTAL		595 829.00	ADOPTÉ

Les rapports de décision modificative pour le budget principal et le budget immeubles et activités soumis à T.V.A. sont joints à délibération.

### **ADOPTÉ**

**M. DESTIZON, Mme BRAO, M. BARUCQ et M. MORIN S'ABSTIENNENT**

\*\*\*\*\*

#### - **11) Subventions complémentaires** : Décision d'attribution

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES** : Après examen par la commission des finances qui s'est réunie le **29/09/2020**, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider l'attribution des subventions de fonctionnement détaillées ci-après :

Article	Fonction	ORGANISMES BENEFICIAIRES	Montant proposé pour 2019	Montant sollicité 2020	Montant déjà voté en 2020	Proposition pour le C.M. 02/10/2020
65742	40	Biarritz Sport Santé (Biarritz en Forme)	70 000,00	70 000,00	30 900,00	24 100,00
65742	40	Ter en Mer	1 500,00	1 500,00		1 500,00
65742	40	Biarritz Athletic Club (retransmission TV gant d'or)				14 500,00
65741	33	Biarritz Côte Basque Bridge	6 000,00	8 000,00		6 000,00

65741	33	Biarritz District Danse Studio	4 000,00	5 000,00		2 000,00
65741	33	Bibliothèque pour Tous	1 000,00	2 500,00		1 000,00
65741	33	Des Ateliers d'Artistes de la Milady	1 000,00	6 000,00		1 000,00
65741	33	Pinpirinak (culture et danse basque)	500,00	1 000,00		500,00
65741	33	Raisolune	700,00	700,00		700,00
65741	33	Université du Temps Libre de Biarritz	27 000,00	30 000,00		20 000,00
65741	33	Musée Asiatica (Deux œuvres artistes/Deux prix de la Ville de Biarritz)		1 000,00		1 000,00
65741	520	Atherbea (centre d'accueil jour)	10 000,00	84 000,00	50 000,00	34 000,00
65741	520	3A Age d'Or	113 000,00	110 000,00	37 500,00	12 500,00
65741	524	Les Enfants Des Lacs	4 500,00	6 400,00	1 000,00	1 500,00
65741	901	Accorderie Biarritz	15 000,00	15 000,00	7 500,00	7 500,00

### **ADOpte**

**M. BARUCQ, M. DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme MARTINEAU, M. MORIN, Mme**

**MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON S'ABSTIENNENT**

**Mme BRAO ne prend pas part au vote**

\*\*\*\*\*

- **12) Dotation de Soutien à l'Investissement Local** : Demande de subventions pour les projets éligibles en 2020

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES :** La **Dotation de Soutien à l'Investissement Local (D.S.I.L.)** a vocation à soutenir les efforts d'investissement du bloc communal. Déconcentrée au niveau régional, sa gestion administrative et sa répartition incombent au Préfet de Région en fonction de grandes priorités d'investissement énumérées dans la loi.

Ces axes sont des priorités structurantes partagées par l'ensemble des territoires correspondant aux grands objectifs d'aménagement du territoire :

- La rénovation thermique, transition énergétique et développement des énergies renouvelables
- La mise aux normes et la sécurisation des équipements publics
- Le développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou du logement
- Le développement du numérique et de la téléphonie mobile
- La création ou rénovation des bâtiments scolaires
- La réalisation d'hébergements et d'équipements publics

Pour autant, dans le contexte sanitaire actuel lié à la crise sanitaire de la COVID 19, le gouvernement a décidé d'engager un effort de relance économique rapide et significatif en privilégiant trois thématiques prioritaires pour l'éligibilité des projets portés par les communes et les EPCI à fiscalité propre :

1. Projets relatifs à la transition écologique portant sur les bâtiments, les solutions de transport et le réaménagement des espaces publics
2. Projets ayant trait à la résilience sanitaire
3. Projets visant à soutenir la préservation du patrimoine public historique ou culturel

Aussi, après analyse des programmes d'investissement intégrés au budget primitif 2020, les opérations listées ci-dessous pourraient satisfaire au regard des critères d'éligibilité au D.S.I.L. :

#### **A. La rénovation thermique, transition énergétique et développement des énergies renouvelables**

- La réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique pour l'utilisation des calories marines en vue de rafraîchir et/ou réchauffer les établissements recevant du public sur le trait de côte de la plage du Miramar à celle du port vieux
- La réalisation d'une étude réglementaire du potentiel EnR du quartier Aguiléra dans le cadre de la M.E.C.D.U. en cours
- La réalisation d'une étude de faisabilité pour l'implantation d'une station à hydrogène photovoltaïque

#### **B. La mise aux normes et la sécurisation des équipements publics**

- Le programme d'ADaP dans lequel la ville de Biarritz s'est engagée pour une dernière tranche triennale (2021 à 2023) afin de finaliser la mise en conformité des bâtiments publics.

#### **C. Le développement du numérique et de la téléphonie mobile**

- La poursuite du déploiement du réseau WIFI gratuit sur le territoire communal

#### **D. La création ou rénovation des bâtiments scolaires**

- Le programme de réorganisation du groupe scolaire Victor DURUY

Dans ces conditions, après vous avoir donné lecture des opérations projetées, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ✓ Solliciter auprès de monsieur le préfet de Région, le bénéfice de la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local** pour les opérations indiquées ci-dessus et décrites dans une fiche projet
- ✓ D'autoriser madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la constitution des dossiers de demande de subventions ainsi qu'au recouvrement de celles-ci

#### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

- **13) Convention financière avec la Communauté d'Agglomération Pays Basque :**  
Attribution d'un fonds de concours pour la rénovation de la piscine couverte de Plan Cousut – Autorisation de signature

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES :** Conformément à l'article L.5216-5 VI du code général des collectivités territoriales, les fonds de concours peuvent être alloués par la Communauté d'Agglomération aux communes membres.

Par délibération du Conseil communautaire en date du 28 septembre 2019 un nouveau règlement d'attribution des fonds de concours de la Communauté d'Agglomération Pays Basque à ses communes membres a été adopté pour une mise en œuvre à compter de l'exercice 2020.

Dans ce nouveau cadre, au cours de sa séance en date du 22/02/2020, le Conseil Communautaire a pris une délibération par laquelle la Communauté d'Agglomération Pays Basque a attribué un fonds de concours d'un montant de **410 000€** pour la rénovation de la piscine couverte de **Plan Cousut** à la suite de la présentation du projet par la ville de Biarritz dont le coût prévisionnel a été estimé à **2 146 000€ H.T.**

Considérant que le versement d'un fonds de concours nécessite la délibération concordante de la Commune et de la Communauté d'Agglomération, il a été demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'attribution par la Communauté d'Agglomération Pays Basque d'un fonds de concours de **410 000€** pour la rénovation de la piscine couverte de **Plan Cousut**,

- D'autoriser Madame le Maire à signer la convention financière correspondante

## **ADOpte**

\*\*\*\*\*

### **- 14) Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT**

#### **Sur rapport de Madame CASCINO :**

##### **➤ Signature de marchés publics :**

- Signature d'un marché passé selon la négociée sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R.2122-8 du Code de la Commande Publique, concernant la modernisation du Système Intégré de Gestion de Bibliothèque (SIGB) et la modernisation du Portail Web pour la Médiathèque de Biarritz, avec la Société ARCHIMED, pour un montant de 13 135,20 € T.T.C. pour la mise en œuvre et un montant d'abonnement mensuel de 7 579,20 € T.T.C. (durée 4 ans).
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une mission de contrôle technique pour les travaux d'isolation phonique de l'Espace Bellevue, avec la Société DEKRA INDUSTRIAL, pour un montant de 19 872,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une mission de contrôle technique pour les travaux de construction d'un bâtiment à usage associatif et sportif à Aguilera, avec la Société APAVE SUDEUROPE, pour un montant de 17 040,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une mission de coordination Sécurité et Protection de la Santé pour les travaux de construction d'un bâtiment à usage associatif et sportif à Aguilera, avec la Société DEKRA INDUSTRIAL, pour un montant de 7 872,00 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations de maîtrise d'œuvre VRD, éclairage public et électricité, avec :
  - Lot n° 1 (maîtrise d'œuvre VRD) : Société SERVICAD, pour un montant maximum de 52 500,00 € H.T.
  - Lot n° 1 (maîtrise d'œuvre éclairage public et électricité) : Société SIMOTECH, pour un montant maximum de 52 500,00 € H.T.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une

mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des façades en bardage bois de la Médiathèque, avec la Société MOX, pour un montant de 40 752,00 € T.T.C.

- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement des menuiseries bois extérieures à la crèche Estella et à l'école maternelle du Braou, avec :
  - Lot n° 1 (Menuiseries bois) : Société IRIART Jean-Pierre, pour un montant de 35 700,55 € T.T.C.
  - Lot n° 2 (Peinture) : Société PEINTURES DE LA COTE BASQUE, pour un montant de 13 749,12 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations d'assurance Protection fonctionnelle des agents et des élus de la Ville de Biarritz, avec la Société SMACL ASSURANCES, pour un montant de prime annuelle de 2 223,60 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de conformité de l'accessibilité PMR des écoles Sévigné, Paul-Bert et Pyrénées, avec :
  - Lot n° 1 (Démolition - Gros œuvre - Plâtrerie - Carrelage) : Société EIFFAGE CONSTRUCTION, pour un montant de 100 864,61 € T.T.C.
  - Lot n° 2 (Menuiseries bois) : Société ETCHEPARE, pour un montant de 24 102,43 € T.T.C.
  - Lot n° 3 (Menuiseries aluminium) : Société MAITRICUBE, pour un montant de 5 712,00 € T.T.C.
  - Lot n° 4 (Peinture) : Société PEINTURES DE LA COTE BASQUE, pour un montant de 12 883,17 € T.T.C.
  - Lot n° 5 (Electricité) : Société CAPET, pour un montant de 13 335,84 € T.T.C.
  - Lot n° 6 (Plomberie) : Société HERVE THERMIQUE, pour un montant de 21 050,97 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à marchés subséquents passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'achat de matériels, consommables et équipements informatiques, avec :
  - Lot n° 1 (Fourniture et livraison d'unités centrales, ordinateurs portables, tablettes, matériel Apple et écrans). Prestataires sélectionnés : Sociétés ESI, QUADRIA et PSI. Montant maximum pour 2 ans : 125 000,00 € T.T.C.
  - Lot n° 2 (Fourniture de logiciels courants autres que les applicatifs de gestion dédiée). Prestataires sélectionnés : Sociétés MEDIACOM SYSTEME, ACTUEL BURO et SCC FRANCE. Montant maximum pour 2 ans : 35 000,00 € T.T.C.
  - Lot n° 3 (Fourniture de copieurs et d'imprimantes, hors copieurs A3). Prestataires sélectionnés : Sociétés ESI, QUADRIA et MEDIACOM SYSTEME. Montant maximum pour 2 ans : 20 000,00 € T.T.C.



- Lot n° 4 (Fourniture de périphériques entrée-sortie, hors achats lots 1 et 3). Prestataires sélectionnés : Sociétés ESI, TG INFORMATIQUE et COMPAGNIE FRANCAISE D'INFORMATIQUE. Montant maximum pour 2 ans : 25 000,00 € T.T.C.
- Lot n° 5 (Fourniture et livraison de petites fournitures informatiques et téléphoniques). Prestataires sélectionnés : Sociétés ESI, TG INFORMATIQUE et PSI. Montant maximum pour 2 ans : 30 000,00 € T.T.C.
- Lot n° 6 (Fourniture et livraison de consommables informatiques). Prestataires sélectionnés : Sociétés ESI, TG INFORMATIQUE et MAKESOFT. Montant maximum pour 2 ans : 17 000,00 € T.T.C.

➤ Signature d'avenants aux marchés publics :

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté GARAT (Lot n° 6 : Menuiseries bois), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté SUDELEC COTE BASQUE (Lot n° 8 : Electricité), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté BOBION ET JOANIN (Lot n° 7 : Plomberie - Sanitaires - CVC), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté LABRUQUERE (Lot n° 15 : Equipement de cuisine), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 13 : Mobilier), avec la Sté TB AMENAGEMENT, ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 14 : Espaces verts), avec la Sté FLORIPARC, ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 12 : Agencement), avec la Sté SOLID SURFACES APPLICATIONS, ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté CARRO'NOW (Lot n° 9 : Peinture), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté PAU PEINTURES (Lot n° 10 : Carrelages - Faïences), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 4 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 1 : Préparation de chantier - Démolitions - Terrassement - VRD - Maçonnerie - Gros œuvre), avec la Sté OYHAMBURU BATIMENT, pour un montant de 11 478,24 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 5 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 1 : Préparation de chantier - Démolitions - Terrassement - VRD - Maçonnerie - Gros œuvre), avec la Sté OYHAMBURU BATIMENT, pour un montant de 3 072,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 2 : Charpente - Couverture - Zinguerie), avec la Sté ITOIZ, pour un montant en moins-value de - 3 547,20 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 3 : Etanchéité), avec la Sté SUD ATLANTIQUE ETANCHEITE, pour un montant de 1 813,02 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 4 : Menuiserie aluminium - Métallerie), avec la Sté MAITRICUBE, pour un montant de 1 512,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 5 : Plâtrerie), avec la Sté CANGRAND, ayant pour objet de modifier le délai d'exécution (fin des travaux programmée pour le 31 juillet 2020).
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 6 : Menuiserie bois), avec la Sté GARAT, pour un montant en moins-value de - 9 552,72,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 8 : Electricité), avec la Sté SUDELEC COTE BASQUE, pour un montant de 2 013,82 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 11 : Elévateur), avec la Sté ARD PRATICA, pour un montant de 685,75 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 12 : Agencement), avec la Sté SOLID SURFACES APPLICATIONS, pour un montant de 1 170,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 13 : Mobilier), avec la Sté TB AMENAGEMENT, ayant pour objet de modifier le délai d'exécution (fin des travaux programmée pour le 31 juillet 2020).
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 14 : Espaces verts), avec la Sté FLORIPARC, pour un montant de 5 277,60 € T.T.C.

- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté LABRUQUERE (Lot n° 15 : Equipement de cuisine), pour un montant de 321,60 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réfection de la couverture en ardoises et des ouvrages de zinguerie de l'église Sainte Eugénie, avec la Société GARAT, pour un montant de 22 128,55 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de remplacement des fauteuils et pose de moquette dans les salles de spectacle de Biarritz (Lot n° 2 : Sols soupes - Peinture), avec la Société LORENZI PAU, pour un montant de 6 876,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réfection de la couverture de l'école élémentaire des Pyrénées (Lot n° 2 : Peinture), avec la Société LORENZI PAU, pour un montant de 1 080,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'acquisition de véhicules utilitaires neufs (Lot n° 3 (2 véhicules électriques, plateau basculant et ridelles basses), avec la Société ADOUR MANUTENTION, ayant pour objet la prise en compte du nouveau bonus écologique de 5 000 € suite aux nouvelles mesures prises par le Gouvernement (au lieu de 3 000 € initialement prévu), la commande ayant exécutée après du 2 juin 2020 ; soit une réduction de 2 000 € par véhicule.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'acquisition de véhicules utilitaires neufs (Lot n° 4 (1 véhicule électrique nettoyeur haute pression, plateau fixe et ridelles basses), avec la Société ADOUR MANUTENTION, ayant pour objet la prise en compte du nouveau bonus écologique de 5 000 € suite aux nouvelles mesures prises par le Gouvernement (au lieu de 3 000 € initialement prévu), la commande ayant exécutée après du 2 juin 2020 ; soit une réduction de 2 000 € sur le véhicule.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de remplacement de la chaudière basse pression à la Villa Natacha, avec la Société BOBION ET JOANIN, ayant pour objet la prolongation du marché jusqu'au 15 septembre 2020 suite aux contraintes de mise en service de l'installation.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de gestion du parc à enclos de Chapelet, avec la Société EFFIA STATIONNEMENT, ayant pour objet la prolongation du marché de 2 mois (correspondant à la durée de suspension liée à l'inactivité durant l'épidémie de COVID-19).
- Signature d'un avenant n° 1 à l'accord-cadre à bons de commande de location, acquisition et pose de protections en béton anti-intrusion véhicules béliers (lot n° 1 : location, acquisition et livraison de protections en béton anti-intrusion), avec la Société BLOCSTOP, ayant pour objet la prolongation du marché jusqu'au 4 janvier 2021, en raison de l'impossibilité de rédiger le nouveau cahier des charges du fait de l'incertitude quant à l'organisation de divers événements et manifestations suite au COVID-19.
- Signature d'un avenant n° 1 à l'accord-cadre à bons de commande de location, acquisition et pose de protections en béton anti-intrusion véhicules béliers (lot n° 2 : pose et dépose de blocs bétons), avec la Société ECRD, ayant pour objet la prolongation du marché jusqu'au 4 janvier 2021, en raison de l'impossibilité de rédiger le nouveau cahier des charges du fait de l'incertitude quant à l'organisation de divers événements et manifestations suite au COVID-19.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'évacuation des déblais provenant de la Z.A.C. Kléber, avec la Société ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION, ayant pour objet la résiliation du marché.
  - Signature d'un avenant n° 2 au marché de mise à disposition de mobiliers urbains, avec le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour et la Société JC DECAUX France, titulaire du marché, ayant pour objet le transfert de la gestion des abris voyageurs affectés aux transports collectifs ainsi que les mobiliers installés avec ces abris, au Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour.
- Signature de conventions d'occupation du domaine public et de locaux communaux :
- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association EUSKAL JOKOAK, concernant la mise à disposition des frontons du Parc Mazon afin d'y organiser des démonstrations de jeux de force basque, pour une durée totale de 8 jours et 24 h 00 d'utilisation, les 12, 19 et 26 juillet 2020, les 2, 9, 16 et 23 août 2020, ainsi que le 13 septembre 2020.
  - Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association EUSKAL JOKOAK, concernant la mise à disposition des frontons du Parc Mazon afin d'y organiser des démonstrations de jeux de force basque, pour une durée totale de 2 jours et 6 h 00 d'utilisation, les 18 août et 6 septembre 2020.
  - Signature d'une convention de mise à disposition de locaux situés en rez-de-chaussée d'un immeuble dénommé « Les Amis de l'Ecole Laïque » 8 Rue Jean Bart, par la Ville de Biarritz au profit de l'Association « MARITZULI KONPAINIA » pour une durée de 3 ans.
  - Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux à usage partagé situés au Centre de Loisirs pour enfants 23 Rue de Mouriscot, mis à la disposition de l'Association « AMMETS 64 », à titre précaire et révocable.
- Réalisation d'emprunts :
- Arrêté du 22/07/2020 décidant de contracter un nouvel emprunt de 2 000 000 €, auprès de la Société Générale, pour financer les dépenses d'investissement prévues au budget principal, avec une phase de mobilisation jusqu'au 15/01/2021 et une phase de consolidation sur une durée de 20 ans, d'une 1<sup>ère</sup> période allant jusqu'au 15/01/2026 au taux fixe de 0.48% et d'une 2<sup>nd</sup>e période jusqu'au 15/01/2041 au taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois + 0.38%, d'une périodicité trimestrielle.
  - Arrêté du 22/07/2020 décidant de contracter un nouvel emprunt de 2 000 000 €, auprès du Crédit agricole, pour financer les dépenses d'investissement prévues au budget principal, avec une phase de mobilisation jusqu'au 15/01/2021 et une phase de consolidation sur une durée de 20 ans au taux fixe de 0.60%, d'une périodicité trimestrielle.
- Mise à jour de régies de recettes :
- Arrêté du 03/08/2020 décidant de porter le fonds de caisse de la régie des recettes pour les droits d'entrée de la piscine municipale de 500 € à 600 €.

- Arrêté du 04/08/2020 décidant de porter le fonds de caisse de la sous-régie de recettes auprès du service de la Jeunesse de la Ville de Biarritz de 300 € à 150 €.
- Défense des intérêts de la Ville de Biarritz dans l'action en justice intentée par :
  - Monsieur B.C. devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté en date du 18 décembre 2019, délivrant le permis de construire n° 06412219B0130 au profit de Monsieur et Madame H.
  - Le Syndicat des Copropriétaires de la résidence T. & autres, devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté en date du 6.11.2019 délivrant le permis de construire n° 06412219B0089.
  - Monsieur C.B. devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté du permis de construire modificatif en date du 28.01.2020 délivré par la commune de Biarritz à la Société V.
  - Monsieur P.A. devant le Tribunal Administratif de Pau, dans le cadre d'une question préjudicielle posée sur la régularité du permis de construire accordé à la SCI P. par arrêté en date du 18.02.2016.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

\*\*\*\*\*

- **15) Service public postal : Décision de mise à disposition des offres de service postal de première nécessité à la ville de Biarritz**

#### **Sur rapport de Madame AROSTEGUY :**

##### **1/ Motion de la Majorité :**

Considérant que La Poste, société anonyme à capitaux publics, est une entreprise prestataire des missions d'intérêt général que sont le service universel postal, la contribution à l'aménagement et au développement du territoire, le transport et la distribution de la presse ainsi que l'accessibilité bancaire,

Considérant que l'organisation territoriale du réseau postal revêt une dimension sociale importante qui permet l'accès universel à ces services publics locaux essentiels, dépassant ainsi la seule logique de rentabilité et de performance économique,

Considérant que la répartition géographique du réseau postal ne peut ignorer la croissance démographique des quartiers concernés par des décisions de fermeture,

Considérant que les choix relatifs à l'offre de services postaux relèvent de la responsabilité seule de l'entreprise La Poste mais sont susceptibles d'impacter directement le quotidien des usagers de ce service public, Le Conseil municipal réaffirme son soutien sans faille au service public, que ce soit notamment au travers d'un système éducatif de qualité dans les écoles de quartiers tout comme en œuvrant pour un accueil pérenne des plus démunis,

Le Conseil municipal regrette que la décision de fermer le bureau de poste du quartier La Négresse, présentée au Maire précédent dès le mois de juin 2019, n'ait pas fait l'objet d'une concertation préalable avec les usagers et les riverains,

Le Conseil municipal prend acte de la décision de la Poste de transférer à un commerce du quartier une partie des services relevant de sa mission de service public postal,

Sans que cela ne remette en cause le partenariat passé avec le commerçant du quartier de la Négresse, et afin de pallier le désengagement territorial de la Poste et de prendre en charge ce service public, dans des conditions acceptables de stationnement pour les usagers et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, le Conseil municipal demande la mise à disposition de la Ville de Biarritz des offres de service postal de première nécessité.

\*\*\*\*\*

## **2/ Motion groupe EHVS :**

Habitants et usagers de la Poste de la Négresse/Harausta à Biarritz ont pris connaissance très récemment (ref/bulletin municipal de septembre 2020), du projet de fermeture du bureau du quartier au 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Ils dénoncent le fait d'avoir été tenus à l'écart de toutes informations et de la moindre consultation alors que ce projet a été discuté, préparé durant deux années par les cadres de la Poste avec la municipalité, diverses personnes et commerces.

Ils ont exprimé immédiatement leur mécontentement, auprès de vous le 17 septembre 2020 au cours d'une réunion publique au Lycée Hôtelier et lors d'un rassemblement citoyen organisé 26 septembre dernier.

Le déménagement d'un bureau postal ayant vocation de service public à un commerce privé de tabac presse est incompréhensible, inadapté et au final inacceptable.

Au-delà des activités payantes des services de la Poste c'est surtout la notion de service public et de sa disparition qui est au cœur de ce déménagement.

Rappelons qu'un service public a pour vocation d'accomplir une mission d'intérêt général.

Il doit répondre à plusieurs principes : celui d'adaptation, de continuité de service, et particulièrement d'égalité de traitement des usagers. Nous ne trouverons nullement dans ce projet et lieu la disponibilité d'un personnel qualifié de la Poste garant de compétences, d'accompagnements, de conseils, de confidentialité... Qu'en sera-t-il dans ce commerce privé où il n'y aura plus d'agents du service public ?

De plus, ce commerce comporte nombre d'inconvénients : un local très exigu, des dangers d'une circulation routière intense, rendant les passages piétonniers difficiles, bouchons et pollutions, un stationnement très délicat... des files d'attentes régulières sur les trottoirs extérieurs induites par des clients en démarches variées (jeux, tabac, presse,...) le manque d'accueil pour les personnes handicapées, âgées... Pas de place pour patienter assis.

Mais que peut-on reprocher au local actuel situé au cœur d'un quartier urbain en expansion, dans un endroit adéquat, pourvu d'accès protégés et d'une capacité de stationnements adaptée ?

Ainsi, par cette motion, nous vous demandons, Madame le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux de prendre les décisions suivantes :

- Soutenir les habitants dans leur démarche citoyenne pour la sauvegarde d'un outil commun d'intérêt général en déployant les outils de la démocratie participative.
- Intervenir d'urgence auprès de l'administration postale pour le maintien du bureau de poste du quartier de la Négresse/Harausta et d'un service public de qualité.

Nous vous remercions de votre attention.

\*\*\*\*\*

### **La motion de la Majorité est ADOPTÉE**

**Pour la motion d'EHVS, Mme AROSTEGUY, M. BOUSOUSSE, Mme VALS, M. CHAZOUILLERES, Mme PINATEL, M. TARDITS, Mme CASCINO, M. BACH, Mme DUBOIS-VIZIOZ, M. LABORDE, Mme GRAVÉ, M. MARTINEZ, Mme DURAND-PURVIS, M. DELANNE, Mme VERGET, M. KAYSER, Mme SUDAROVICH, M. QUATRE VIEUX, Mme BIDEgain, M. COURCELLES, Mme POURVAHAB, M. MENARD, Mme FORSANS, M. RODRIGUES REIS, Mme PINAUD BOSQUE, M. BODIN et Mme RODET S'ABSTIENNENT**

**M. BARUCQ, Mme BRAO, M. DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme MARTINEAU, M. MORIN, Mme MOTSCH, M. CARRERE et M. DESTIZON votent pour**

**Pour la motion de la Majorité, Mme AROSTEGUY, M. BOUSOUSSE, Mme VALS, M. CHAZOUILLERES, Mme PINATEL, M. TARDITS, Mme CASCINO, M. BACH, Mme DUBOIS-VIZIOZ, M. LABORDE, Mme GRAVÉ, M. MARTINEZ, Mme DURAND-PURVIS, M. DELANNE, Mme VERGET, M. KAYSER, Mme SUDAROVICH, M. QUATRE VIEUX, Mme BIDEgain, M. COURCELLES, Mme POURVAHAB, M. MENARD, Mme FORSANS, M. RODRIGUES REIS, Mme PINAUD BOSQUE, M. BODIN et Mme RODET, M. BARUCQ, M. DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme MARTINEAU, Mme MOTSCH et M. CARRERE votent pour**

**Mme BRAO, M. MORIN, M. DESTIZON votent contre**

La séance est levée à 21h00.